

## Ce que vous ignorez sur le Groupe de Bilderberg

par Thierry Meyssan\*

Depuis plusieurs années, l'idée s'est répandue que le Groupe de Bilderberg serait un embryon de gouvernement mondial. Ayant eu accès aux archives de ce club très secret, Thierry Meyssan montre que cette description est une fausse piste utilisée pour masquer la véritable identité et fonction du Groupe : le Bilderberg est une création de l'OTAN. Il vise à convaincre des leaders et à manipuler l'opinion publique à travers eux pour la faire adhérer aux concepts et aux actions de l'Alliance atlantique.

9 AVRIL 2011

Depuis  
Moscou  
(Russie)

Pays  
● OTAN

ONG  
● Bilderberg  
Group

Thèmes  
● Communication



Première réunion du Groupe, à l'hôtel Bilderberg (1954)

Chaque année, depuis 1954, une centaine des plus éminentes personnalités d'Europe de l'Ouest et d'Amérique du Nord se réunissent —à huis clos et sous très haute protection— au sein du Groupe de Bilderberg. Leur séminaire dure trois jours et rien ne transparaît de leurs débats.

Depuis la dislocation de l'Union soviétique, des journalistes se sont intéressés à cette organisation élitiste et secrète. Certains auteurs y ont vu un embryon de gouvernement mondial et lui attribuent les principales décisions politiques, culturelles, économiques et militaires de la seconde moitié du XXe siècle. Une interprétation qu'a relayée Fidel Castro, mais que rien n'est venue confirmer, ni infirmer.

Pour savoir ce qu'est ou n'est pas le Groupe de Bilderberg, j'ai cherché des documents et des témoins. J'ai eu accès à l'intégralité de ses archives pour la période 1954-1966 et à de nombreuses pièces ultérieures, et j'ai pu discuter avec un de ses anciens invités que je connais de très longue date. Aucun journaliste à ce jour, et certainement pas les auteurs à succès qui ont popularisé les clichés actuels, n'a eu accès à tant de documents internes du Bilderberg.

Voici ce que j'ai découvert et compris.

### La première réunion

70 personnalités, issues de 12 pays, participent à la première réunion du Groupe. C'est un séminaire de trois jours, du 29 au 31 mai 1954, près d'Arnhem (Pays-Bas). Les invités sont répartis

dans deux autres hôtels avoisinants, mais les débats se tiennent dans l'établissement principal qui donna son nom au Groupe.

Les invitations, à en-tête du Palais de Soestdijk, sont sybillynes. :  
« *J'apprécierais vivement votre présence au congrès international, sans caractère officiel, qui se tiendra aux Pays-Bas vers la fin du mois de mai. Ce congrès désire étudier un certain nombre de questions d'une grande importance pour la civilisation occidentale et a pour but de stimuler le goodwill et l'entente réciproque grâce à un libre échange de vues* ». Elles sont signées du prince consort des Pays-Bas, Bernhard zur Lippe-Biesterfeld, et accompagnées de quelques pages d'informations administratives sur le transport et l'hébergement. Tout au plus y apprend-on que les délégués seront issus des États-Unis et de 11 États ouest-européens, et que 6 séances de travail de 3 heures chacune sont prévues.

Vu le passé nazi du prince Bernhard (qui avait servi dans la cavalerie SS jusqu'à son mariage en 1937 avec la princesse Juliana) et dans le contexte du McCarthysme, il est clair que les « *questions d'une grande importance pour la civilisation occidentale* » tournent autour de la lutte contre le communisme.

Une fois arrivé sur place, l'impression des invités est tempérée par les deux présidents de séance : l'entrepreneur états-unien John S. Coleman et le ministre belge sortant des Affaires étrangères Paul van Zeeland. Le premier est un militant du libre-échange, le second est un partisan de la Communauté européenne de Défense (CED) [1]. Enfin, on aperçoit en bout de tribune Joseph Retinger, l'éminence grise des Britanniques. Tout cela laisse à penser que les monarchies hollandaise et britannique ont sponsorisé cette réunion pour soutenir la Communauté européenne de Défense et le modèle économique du capitalisme libre-échangiste face à l'anti-américanisme que promeuvent communistes et gaullistes.

Cependant, les apparences sont trompeuses. Il ne s'agit pas de faire campagne pour la CED, mais de mobiliser les élites pour la Guerre froide.

S.A.R. le prince Bernhard a été choisi pour convoquer ce congrès parce que son statut de prince consort lui donne un caractère étatique sans pour autant être officiel.

Il masque le commanditaire : une organisation intergouvernementale qui entend manipuler les gouvernements de certains de ses États membres.

John S. Coleman n'est pas encore le président de la Chambre de Commerce des États-Unis, mais il vient de créer le Comité des citoyens pour une politique nationale du Commerce (*Citizen's Committee for a National Trade Policy* — CCNTP). Selon lui, le libre-échange absolu, c'est-à-dire le renoncement à tous les droits de douane, permettra aux pays alliés des États-Unis d'accroître leur richesse et de financer la Communauté européenne de Défense (c'est-à-dire de réarmer l'Allemagne et d'intégrer sa puissance militaire potentielle au sein de l'OTAN)

Or, les documents en notre possession montrent que le CCNTP n'a de citoyen que le nom. C'est en réalité une initiative de Charles D. Jackson, le conseiller en guerre psychologique de la Maison-Blanche. L'opération est pilotée en amont par William J. Donovan, l'ancien commandant de l'OSS (le service de renseignement US durant la guerre) désormais chargé d'édifier la branche américaine du nouveau service secret de l'OTAN, le Gladio [2].

Paul van Zeeland n'est pas seulement le promoteur de la Communauté européenne de Défense, c'est aussi un politicien de grande expérience. À la Libération, il a présidé la Ligue indépendante de coopération européenne (LICE) dont l'objectif est de créer un union douanière et monétaire. Cette organisation a été mise en place par Joseph Retinger, déjà cité.

Précisément Retinger, qui fait office de secrétaire du congrès de Bilderberg, a servi durant la guerre dans les services secrets anglais (SOE) du général Colin Gubbins. Aventurier polonais, Retinger s'est retrouvé conseiller du gouvernement Sikorski en exil au Royaume-Uni. À Londres, il a animé le microsisme des gouvernements en exil se faisant ainsi le plus beau carnet d'adresse de l'Europe libérée.

Son ami Sir Gubbins a officiellement quitté le service et le SOE a été dissous. Il dirige une petite entreprise de tapis et textiles, qui lui sert de « *couverture* ». En réalité, aux côtés de son homologue Donovan, il est chargé de créer la branche anglaise du Gladio. Il a participé à toutes les réunions préparatoire du congrès de Bilderberg et est présent parmi les invités, assis à côté de Charles D. Jackson.

À l'insu des participants, ce sont donc les services secrets de l'OTAN qui sont la puissance invitante. Bernhard, Coleman et van Zeeland servent de paravents.

N'en déplaise aux journalistes imaginatifs qui ont cru discerner dans le Bilderberg une volonté de créer un gouvernement occulte mondial, ce club de personnalités influentes n'est qu'un outil de lobbying de l'OTAN pour la promotion de ses intérêts. C'est beaucoup plus sérieux et beaucoup plus dangereux, car c'est l'OTAN qui ambitionne d'être un gouvernement occulte mondial garantissant la pérennité du *statu quo* international et de l'influence US.

D'ailleurs, la sécurité de chaque réunion ultérieure ne sera pas assurée par la police du pays hôte, mais par les soldats de l'Alliance.

Parmi les dix orateurs inscrits, on relève deux anciens Premiers ministres (Guy Mollet, France et Alcide de Gasperi, Italie), trois responsables du Plan Marshall, le faucon de la Guerre froide (Paul H. Nitze) et surtout un très puissant financier (David Rockefeller).

Selon les documents préparatoires, une vingtaine de participants sont dans la confiance. Ils savent plus ou moins en détail qui sont les tireurs de ficelles et ont rédigé à l'avance leurs interventions. Les moindres détails ont été ajustés et il n'y a aucune part d'improvisation. Au contraire, la cinquantaine d'autres participants ignore tout de ce qui se trame. Ils ont été choisis pour influencer leurs gouvernements respectifs et l'opinion publique de leur pays. Le séminaire est donc organisé pour les convaincre et pour les pousser à s'engager à propager les messages que l'on veut diffuser.

Les interventions ne portent pas sur les grands problèmes internationaux, mais analysent la stratégie idéologique supposée des Soviétiques et exposent la manière dont elle doit être contrée dans le « *monde libre* ».

Les premières interventions évaluent le danger communiste. Les « *communistes conscients* » sont des individus qui entendent placer leur patrie au service de l'Union soviétique afin d'imposer

au monde un système collectiviste. Ils doivent être combattus. Mais cette lutte est difficile car ces « *communistes conscients* » sont noyés en Europe dans une masse d'électeurs communistes qui ignorent tout de leurs sombres desseins et les suivent dans l'espoir de meilleures conditions sociales.

Progressivement, la rhétorique se durcit. Le « *monde libre* » doit affronter le « *complot communiste mondial* », non seulement de manière générale, mais aussi en répondant à des questions concrètes sur les investissements états-uniens en Europe ou sur la décolonisation.

Enfin, les orateurs en arrivent au problème principal —que les Soviétiques, assurent-ils, exploitent à leur profit— : pour des raisons culturelles et historiques, les responsables politiques du « *monde libre* » emploient des arguments différents aux États-Unis et en Europe, arguments qui se contredisent parfois. Le cas le plus emblématique est celui des purges organisées par le sénateur McCarthy aux États-Unis. Elles sont indispensables pour sauver la démocratie, mais la méthode choisie est ressentie en Europe comme une forme de totalitarisme.

Le message final, c'est qu'aucune négociation diplomatique, aucun compromis n'est possible avec les « *Rouges* ». Il faut empêcher coûte que coûte les communistes de jouer un rôle en Europe occidentale, mais il va falloir ruser : comme on ne peut pas les arrêter et les fusiller, il faudra les neutraliser avec discrétion, sans que leurs électeurs eux-mêmes s'en rendent compte. Bref, l'idéologie qui est développée, c'est celle de l'OTAN et du Gladio. Il n'a jamais été dit que l'on truquerait les élections, ni que l'on assassinerait les tièdes, mais tous les participants ont admis que pour sauver le « *monde libre* », il faudrait mettre la liberté entre parenthèses.

Bien que le projet de Communauté européenne de Défense (CED) ait échoué trois mois plus tard sous les coups de boutoir des députés communistes et « *nationalistes extrémistes* » (c'est-à-dire gaullistes) au Parlement français, le congrès fut considéré comme un succès. Malgré les apparences, il n'avait pas pour but de soutenir la création de la CED ou toute autre mesure politique précise, mais de diffuser une idéologie dans la classe dirigeante, puis à travers elle dans la société. Objectivement, les Européens de l'Ouest avaient de moins en moins conscience des libertés dont ils étaient privés et ils étaient de plus en plus informés des libertés dont étaient privés les habitants de l'Est.

## **Le Bilderberg devient une organisation**

Un second congrès est donc organisé en France, du 18 au 20 mars 1955. À Barbizon.

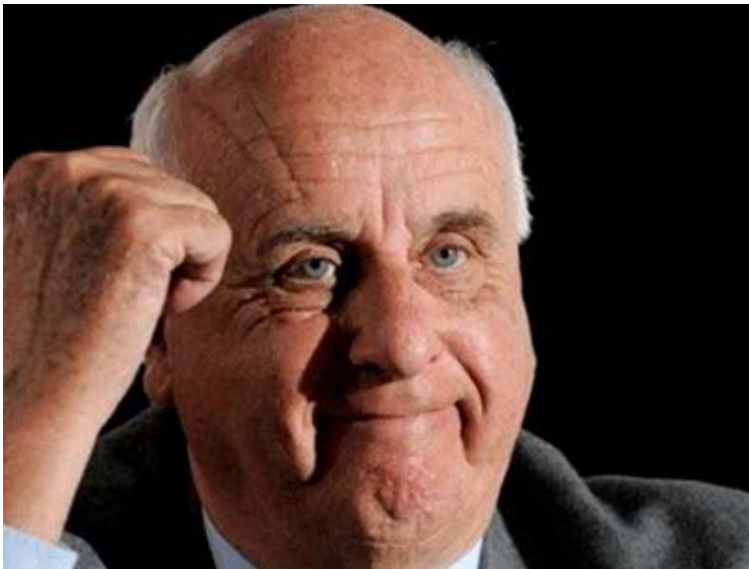
Progressivement l'idée que ces congrès seront annuels et qu'ils nécessitent un secrétariat permanent s'impose. Le prince Bernhard se met en retrait lorsqu'il est pris en flagrant délit de trafic d'influence (scandale Lockheed-Martin). Il cède la présidence à l'ancien ministre britannique Alec Douglas Home (1977-80), à l'ancien chancelier et président allemand Walter Scheel (1981-85), à l'ancien gouverneur de la Banque d'Angleterre Eric Roll (1986-89), à l'ancien secrétaire général de l'OTAN Peter Carrington (1990-98), et enfin à l'ancien vice-président de la Commission européenne Étienne Davignon (depuis 1999).

Pendant longtemps, le président du Groupe de Bilderberg est assisté de deux secrétaires généraux, un pour l'Europe et le Canada (les États vassaux), l'autre pour les États-Unis (le suzerain), cependant, il n'y a plus qu'un seul secrétaire général depuis 1999.

D'une année sur l'autre, les débats sont très redondants, c'est pourquoi les invités changent. Il y a toujours un noyau dur qui a préparé le séminaire à l'avance et des nouveaux venus à qui l'on inculque la rhétorique atlantiste du moment.

Actuellement, les séminaires annuels rassemblent plus de 120 participants, dont toujours un tiers forment le noyau dur. Ils ont été sélectionnés par l'Alliance en fonction de l'importance de leurs relations et de leur capacité d'influence, indépendamment de leurs fonctions dans la société. Ainsi, ils restent membres du noyau dur lorsqu'ils changent de métier.

Voici la liste exacte de ce noyau dur, incluant les membres du Conseil d'administration, qui servent de devanture pour les invités, et des membres moins visibles pour ne pas effaroucher les nouveaux venus.



Étienne Davignon, secrétaire général du Groupe de Bilderberg

### Conseil d'administration

Josef Ackermann	Banquier suisse, directeur de la Deutsche Bank, vice-président du Forum de Davos.
Roger C. Altman	Banquier états-unien, ancien conseiller des campagnes électorales de John Kerry et Hillary Clinton, directeur de la banque d'affaire Evercore Partners Inc.
Francisco Pinto Balsemão	Ancien Premier ministre socialiste du Portugal (1981-83), président-fondateur du plus important groupe de télévision portugais SIC. (T)
Fran Bernabè	Banquier italien, actuel patron de Telecom Italia (T)
Henri de Castries	Pdg de l'assureur français AXA
Juan Luis Cebrián	Directeur du groupe de presse écrite et audiovisuel espagnol Prisa.
W. Edmund Clark	Banquier canadien, PDF de Toronto-Dominion Bank Financial Group

Kenneth Clarke	Ancien vice président de British American Tobacco (1998-2007), Garde des sceaux et ministre britannique de la Justice, vice-président du Mouvement européen UK.
George A. David	Pdg de Coca-Cola.
Étienne Davignon	Homme d'affaire belge, ancien vice-président de la Commission européenne (1981-85), actuel vice-président de Suez-Tractebel.
Anders Eldrup	Pdg de la société danoise des gaz et pétrole DONG Energy.
Thomas Enders	Directeur d'Airbus.
Victor Halberstadt	Professeur d'économie à l'université néerlandaise de Leiden, il conseille diverses sociétés telles que Goldman Sachs ou Daimler-Chrysler.
James A. Johnson	Financier états-unien, il fut un des principaux responsables du Parti démocrate et un des artisans de l'investiture de Barack Obama. Il est vice-président de la banque d'affaire Perseus.
John Kerr of Kinlochard	Ancien ambassadeur du Royaume-Uni à Washington, vice-président du groupe pétrolier Royal Dutch Shell (T)
Klaus Kleinfeld	Pdg allemand du géant états-unien de l'aluminium, Alcoa.
Mustafa V. Koç	Pdg de la holding Koç, première entreprise turque.
Marie-Josée Drouin-Kravis	Éditorialiste économique dans la presse écrite et audiovisuelle canadienne. Chercheuse au très militariste Hudson Institute. Elle est la troisième épouse de Henry Kravis.
Jessica T. Mathews	Ancienne directrice des affaires globales au Conseil de sécurité nationale des Etats-Unis. Actuelle directrice de la Fondation Carnegie.
Thierry de Montbrial	Économiste, directeur-fondateur de l'Institut français des relations internationales (IFRI) et de la World Policy Conference.
Mario Monti	Économiste italien, ancien commissaire européen à la concurrence (1999-2005), co-fondateur du Spinelli Group pour le fédéralisme européen.
Egil Myklebust	Ancien président du patronat norvégien, directeur de Scandinavian Airlines System (SAS).
Matthias Nass	Directeur adjoint du quotidien allemand <i>Die Zeit</i>
Jorma Ollila	Homme d'affaire finlandais, ancien Pdg de Nokia, actuel président du groupe pétrolier Royal Dutch Shell.
Richard N. Perle	Ancien président du Conseil consultatif de Défense du Pentagone, il est un des principaux leaders des Straussiens (les disciples de Leo Strauss) et à ce titre, une figure majeure du néo-conservatisme.
Heather Reisman	Femme d'affaire canadienne, Pdg du groupe d'édition Indigo-Chapters.
Rudolf Scholten	Ancien ministre autrichien des Finances, gouverneur de la Banque centrale.
Peter D. Sutherland	Ancien commissaire européen irlandais à la concurrence, puis directeur général de l'Organisation mondiale du Commerce. Ancien directeur de BP. Actuel président de Goldman Sachs International. Ancien président de la section européenne de la Commission trilatérale, et vice-président de l'European Round Table of Industrialists, actuel président d'honneur du Mouvement européen Irlande.
J. Martin Taylor	Ancien député britannique, Pdg du géant de la chimie et de l'agroalimentaire Syngenta.

Peter A. Thiel	Chef d'entreprise états-unien, Pdg de PayPal, président de Clarium Capital Management et à ce titre actionnaire de Facebook.
Daniel L. Vasella	Pdg du groupe pharmaceutique suisse Novartis.
Jacob Wallenberg	Banquier suédois, il est administrateur de nombreuses compagnies transnationales.



**Henry Kissinger, principal responsable des invitations au Groupe de Bilderberg**

#### Membres cachés du noyau dur

Carl Bildt	Ancien Premier ministre libéral de Suède (1991-94), ancien envoyé spécial de l'Union européenne puis de l'ONU dans les Balkans (1995-97, 1999-2001), actuel ministre suédois des Affaires étrangères. (T)
Oscar Bronner	Pdg du quotidien autrichien <i>Der Standard</i> .
Timothy C. Collins	Financier états-unien, directeur du fond de placement Ripplewood. (T)
John Elkann	PDG du groupe italien d'automobile Fiat (son grand-père Gianni Agnelli fut pendant quarante ans un des animateurs du Groupe de Bilderberg. Il a hérité de la fortune familiale après le décès de mort naturelle de son grand-père Giovanni et la mort prématurée de son oncle Edoardo. Cependant, des sources policières sont convaincues que Edoardo a été assassiné après qu'il se soit converti à l'islam chiite, de sorte que la fortune revienne à la branche juive de la famille).
Martin S. Feldstein	Ancien conseiller économique de Ronald Reagan (1982-84), et actuel conseiller économique de Barack Obama. Il a aussi été conseiller de George W. Bush pour le Renseignement extérieur. Il enseigne à Harvard. (T)
Henry A. Kissinger	Ancien conseiller de sécurité nationale des Etats-Unis et secrétaire d'Etat, personnalité centrale du complexe militaro-industriel US, actuel président de la société de conseil Kissinger Associates.
Henry R. Kravis	Financier états-unien gestionnaire du fond de placement KKR. Il est un des principaux collecteurs de fonds du Parti républicain.
Neelie Kroes	Ancienne ministre néerlandaise libérale des Transports, commissaire européenne à la concurrence, et actuelle commissaire à la société numérique.
Bernardine Léon Gross	Diplomate espagnol, secrétaire général de la présidence du gouvernement socialiste de José-Luis Zapatero.



Frank McKenna	Ancien membre de la Commission de surveillance des services de renseignement canadiens, ambassadeur du Canada à Washington (2005-06), vice-président de la Banque Toronto-Dominion.
Beatrix des Pays Bas	Reine de Hollande. Elle est la fille du prince Bernhard.
George Osborne	Ministre britannique des Finances. Ce néo-conservateur est considéré comme un eurosceptique. Il faut comprendre par là qu'il est opposé à la participation du Royaume-Uni à l'Union européenne, mais qu'il est partisan de l'organisation du continent au sein de l'Union.
Robert S. Prichard	Économiste canadien, directeur du groupe de presse écrite et audiovisuelle Torstar.
David Rockefeller	Le patriarche d'une longue lignée de financiers. Il est le plus ancien membre du noyau dur des Bilderbergers. Il est également le président de la Commission Trilatérale, une organisation similaire intégrant des participants asiatiques.
James D. Wolfensohn	Financier australien ayant pris la nationalité états-unienne pour devenir président de la Banque mondiale (1995-2005), aujourd'hui directeur du cabinet conseil Wolfensohn & Co.
Robert B. Zoellick	Diplomate états-unien, ancien délégué au Commerce des États-Unis (2001-05), actuel président de la Banque mondiale.



David Rockefeller, conseiller du Groupe de Bilderberg

Les Bilderbergers n'engagent pas les entreprises ou institutions dans lesquelles, ils travaillent. Cependant, il est intéressant d'observer la diversité de leurs secteurs d'activité.

### **Le lobby de la plus puissante organisation militaire mondiale**

Au cours des dernières années, le nombre de sujets abordés lors des séminaires annuels a augmenté en fonction de l'actualité internationale. Mais cela ne nous apprend rien, car ces discussions n'ont aucun objet en elles-mêmes, elles sont juste des prétextes pour faire passer des messages. Malheureusement, nous n'avons pas eu accès aux documents préparatoires les plus récents et ne pouvons que supputer sur les mots d'ordre que l'OTAN s'efforce de diffuser via ces leaders d'opinion.

La réputation du Groupe de Bilderberg a conduit certains auteurs à lui attribuer des capacités de nomination. C'est stupide et cela



masque les vrais tireurs de ficelles qui se trouvent au sein de l'Alliance atlantique.

Par exemple, on a rapporté que durant la dernière campagne électorale présidentielle aux États-Unis, Barack Obama et Hillary Clinton ont disparu durant une journée, le 6 juin 2008, pour négocier à l'écart la fin de leur rivalité. Ils se sont en réalité rendus au séminaire annuel du Groupe de Bilderberg, à Chantilly (Virginie, USA). Or, le lendemain, Mme Clinton annonçait qu'elle se retirait de la course. Certains auteurs en ont conclu que la décision a été prise au cours de la réunion du Bilderberg. Ce n'est pas logique, dans la mesure où cette décision était certaine depuis trois jours vu le nombre de voix du sénateur Obama au sein du comité d'investiture [du Parti démocrate].

Selon notre source, c'est autre chose qui s'est passé. Barack Obama et Hillary Clinton ont conclu à l'écart un accord financier et politique. Le sénateur Obama a renfloué les caisses de sa rivale et lui a offert un poste dans son administration (Mme Clinton a refusé la vice-présidence et a choisi le département d'État) en échange de son soutien actif durant la campagne contre le candidat républicain. Puis, les deux leaders ont été introduits par James A. Johnson au séminaire du Bilderberg où ils ont assuré les participants qu'ils travailleraient ensemble. Depuis longtemps déjà, Barack Obama était le candidat de l'OTAN. M. Obama et sa famille ont toujours travaillé pour la CIA et le Pentagone [3]. De plus, les premiers financements de sa campagne ont été fournis par la Couronne d'Angleterre via l'homme d'affaire Nadhmi Auchi. En présentant le sénateur noir aux Bilderbergers, l'Alliance atlantique organisait à l'échelle internationale les relations publiques du futur président des États-Unis.

De même, on a rapporté que le Groupe de Bilderberg a organisé un dîner impromptu, hors séminaire, le 14 novembre 2009 au Château de Val Duchesse, propriété du roi de Belgique. L'ancien Premier ministre belge Herman von Rompuy y a prononcé un discours. Or, cinq jours plus tard, il fut élu président du Conseil européen. Là encore, certains auteurs en ont conclu à tort que le Groupe de Bilderberg était le « *faiseur de roi* ».

En réalité, le président de l'Union européenne ne pouvait pas être choisi en dehors des cercles de l'OTAN, puisque —rappelons-le— l'Union européenne est issue des clauses secrètes du Plan Marshall. Et ce choix devait être avalisé par les États membres. Ce type de décision nécessite de longues négociations et ne se prend pas lors d'un dîner entre amis.

Toujours selon notre source, le président du Groupe de Bilderberg, Étienne Davignon, a convoqué ce dîner exceptionnel pour présenter van Rompuy à ses relais d'influence. La chose était d'autant plus indispensable que la première personnalité à occuper la nouvelle fonction de président de l'Union était totalement inconnue en dehors de son pays. Au cours du repas, M. Van Rompuy a exposé son programme de création d'un impôt européen pour financer directement les institutions de l'Union sans passer par les États membres. Il restait aux Bilderbergers à clamer partout où ils le pouvaient qu'ils connaissent Herman von Rompuy et attestent de ses qualités pour présider l'Union.

La réalité du Groupe de Bilderberg est donc moins romantique que certains auteurs à succès l'ont imaginée. L'incroyable déploiement de forces militaires pour assurer sa sécurité n'a pas tant pour objet de le protéger que d'impressionner ceux qui y participent. Il

ne manifeste pas leur puissance, mais leur montre que la seule vraie puissance en Occident, c'est l'OTAN. Libre à eux de la soutenir et d'être appuyés par elle, ou de la combattre et d'être inexorablement écrasés.

En outre, bien que le Groupe de Bilderberg ait développé à ses débuts une rhétorique anti-communiste, il n'était pas tourné contre l'URSS et n'est pas aujourd'hui tourné contre la Russie. Il suit la stratégie de l'Alliance qui n'est pas un Pacte contre Moscou, mais pour la défense —et éventuellement l'extension— de la zone d'influence de Washington. À sa création, l'OTAN avait espéré intégrer l'Union soviétique, ce qui aurait équivalu à un engagement de Moscou de ne pas remettre en cause le partage du monde issu des conférences de Postdam et de Yalta. Récemment l'Alliance a accueilli le président Dmitry Medvedev au sommet de Lisbonne et lui a proposé que la Russie se joigne à elle. Il ne s'agirait pas alors d'une vassalisation, mais de la reconnaissance du Nouvel Ordre Mondial, dans lequel toute l'Europe centrale et orientale est passée dans l'orbite états-unienne. Une adhésion russe vaudrait en quelque sorte traité de paix : Moscou reconnaîtrait sa défaite dans la Guerre froide et le nouveau partage du monde.

Dans ce cas, le Groupe de Bilderberg inviterait des personnalités russes à ses réunions annuelles. Il ne leur demanderait pas d'influer l'opinion publique russe pour l'américaniser, mais pour la convaincre de renoncer définitivement aux rêves de grandeur du passé.



### Thierry Meyssan

Analyste politique français, président-fondateur du [Réseau Voltaire](#) et de la conférence [Axis for Peace](#). Il publie chaque semaine des chroniques de politique étrangère dans la presse arabe et russe. Dernier ouvrage publié : *L'Effroyable imposture 2*, éd. JP Bertrand (2007).

Les articles de cet auteur 

Envoyer un message 

Une version de cet article a été publiée dans le quotidien russe à très grand tirage *Komsomolskaya Pravda*.

[1] La CED est un projet qui visait à créer une armée européenne intégrée à l'OTAN. Il fut rejeté en 1954 par le Parlement français à l'instigation des Gaullistes et du Parti communiste. Il faut attendre 2010-11 pour que ce projet trouve un début de réalisation avec l'entente franco-britannique au sein de l'OTAN et la guerre de Libye.

[2] « [Les armées secrètes de l'OTAN](#) », par Daniele Ganser. Cet ouvrage est [publié en feuilleton sur Voltairenet.org](#).

[3] « [La biographie cachée des Obama : une famille au service de la CIA](#) » (2 parties), par Wayne Madsen, *Réseau Voltaire*, 30 août et 20 septembre 2010.